CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

TERRITOIRE ET PATRIMOINE : LA CO-CONSTRUCTION D'UNE DYNAMIQUE ET DE SES RESSOURCES

Hugues FRANÇOIS, Maud Hirczak, Nicolas Senil

Armand Colin | « Revue d'Économie Régionale & Urbaine »

2006/5 décembre | pages 683 à 700

ISSN 0180-7307
ISBN 9782200921873

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

http://www.cairn.info/revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2006-5-page-683.htm

---

!Pour citer cet article :

Hugues FRANÇOIS *et al.*, « Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine* 2006/5 (décembre), p. 683-700. DOI 10.3917/reru.065.0683

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.
© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

CAIRN.INFO
Chercher, repérer, avancer.

Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources

Armand Colin | *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*

2006/5

pages 683 à 700

ISSN 0180-7307

Article disponible en ligne à l'adresse:

http://www.cairn.info/revue-revue-d-economie-regionale-et-urbaine-2006-5-page-683.htm

Pour citer cet article :

"Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources ", *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, 2006/5 p. 683-700.

Distribution électronique Cairn.info pour Armand Colin.

© Armand Colin. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

Territoire et patrimoine : la co-construction d'une dynamique et de ses ressources *

Territory and heritage: the co-construction of one dynamic and its resources

Hugues François
Doctorant
Cemagref – UMR PACTE Territoires
Université Grenoble I
hugues.francois@grenoble.cemagref.fr

Maud Hirczak
Doctorante
IGA – UMR PACTE Territoires
Université Grenoble I
maud_hirczak@hotmail.com

Nicolas Senil
Doctorant
CERMOSEM – UMR PACTE Territoires
Université Grenoble I
nicolas_senil@yahoo.fr

Mots clés : développement local, patrimoine, ressource spécifique, ressource territoriale, tourisme, territoires ruraux.

Keywords: local development, heritage, specific resource, territorial resource, rural areas.

Classification JEL : 0180, R110, R580, Z190.

* Première version septembre 2005, version révisée mai 2006.
Cet article participe à la création d'un corpus théorique partagé par ses trois auteurs dans leurs travaux de thèse portant respectivement sur le tourisme, les produits du terroir et le patrimoine. En outre, une première version de cet article a été présentée au XLIe colloque de l'ASRDLF, à Dijon en 2005.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

Résumé

Le patrimoine prend une place de plus en plus importante dans les politiques d'Aménagement du territoire. Nous avons donc voulu aborder cette notion avec les instruments que nous offrait la grille de lecture en termes de ressources spécifiques établie dans le cadre de recherche sur les systèmes de production localisés. Cette démarche débouche sur une réflexion croisée entre les concepts de ressource et de patrimoine qui permet de compléter notre référentiel théorique de départ. Nous proposons finalement une nouvelle forme de ressource que nous qualifions de « territoriale » pour laquelle nous avançons les premiers éléments d'une définition.

Summary

Heritage is taking a growing place in regional planning policies. We want to approach this concept using the specific resource tools built from research in localized production systems. This allows us to cross-analyse the concepts of resource and heritage, which helps us to complete our initial theoretical point of view. Finally we propose a new form of resource which we call "territorial", and the first pieces of its definition.

Introduction

Dans le contexte de globalisation des économies, les territoires, forts de leurs spécificités, essayent de s'imposer sur des marchés mondiaux de plus en plus concurrencés. Depuis les années 1980 et la découverte de la Troisième Italie (Beccatini, 1992), ils apparaissent effectivement comme une forme de développement alternative à l'entreprise intégrée telle qu'issue du modèle fordiste. Supports de groupements de PME appelés districts industriels ou Système Productifs Locaux (SPL) (Courlet, 1994), ils constituent les racines temporelles et spatiales à la base des processus locaux d'innovation et d'une forme concrète de développement endogène (Lucas, 1988 ; Requier-Desjardins, 1996). Le territoire apparaît donc comme un construit socioculturel (un système de valeurs qui assure la régulation et l'intégration des comportements individuels) qui se maintient et se renouvelle au fil de l'histoire : plus qu'un processus linéaire, nous sommes face à une dynamique d'accumulation collective de connaissance tant au niveau des savoir-faire (Pecqueur, 2000) que du savoir-être en commun (Courlet et Pecqueur, 1996). La recherche porte donc un intérêt majeur à cette forme d'organisation économique dans la mesure où elle constitue une forme de réponse efficace face à un contexte macroéconomique changeant. Si les districts industriels apparaissent au cœur de la crise découlant entre autres des chocs pétroliers successifs, aujourd'hui, la science s'intéresse au phénomène de *cluster* (Humphrey et Schmitz, 2000) et à leur intégration dans des *global value chain*, en référence à Porter (1985) et à Gereffi (1999). Dans ce type d'approche, il importe avant tout d'identifier en quoi le territoire constitue un avantage compétitif.

En ce sens, cette démarche de recherche interroge directement la question fondamentale du donné et de l'acquis dans les processus de développement économique. C'est pourquoi, dans une vision centrée sur les dynamiques d'acteurs, G. Colletis et B. Pecqueur (1993 et 2004) proposent une différenciation entre des ressources dites spécifiques, ancrées dans un territoire et construites, et celles dites génériques et données. Cette représentation participe à renouveler les approches

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

plus classiques qui s'intéressent plutôt à des ressources supposées rares et inégalement réparties dans l'espace. Selon L. KEBIR (2004) deux grands courants se dessinent alors autour des phénomènes d'inscription spatiale des ressources : une approche par les flux (OHLIN, 1933 ; KRUGMAN, 1998) s'intéressant à la répartition par le marché d'un des facteurs de production ; et une approche structuraliste qui se penche plutôt sur la mobilisation des ressources pour maintenir les relations de pouvoir entre le centre et la périphérie (PERROUX, 1955 ; FRIEDMAN, 1972). Cependant, contrairement à l'optique territoriale, selon ces deux courants, seule la dimension spatiale a un sens sans que l'aspect temporel ne constitue une variable explicative. Dans une approche par les dynamiques d'acteurs, l'histoire et le temps long jouent un rôle décisif : ils président à la construction des ressources et de leur spécificité. Cette dernière constitue un centre d'intérêt croissant pour le développement économique et l'aménagement du territoire : elle représente une source de différenciation des territoires et des produits associés.

Ainsi, les ressources qui émergent du construit territorial sont une illustration de l'intégration de deux approches de la compétitivité, *the resource based view [where] firm differences emerge from (unavoidable) heterogeneity of resources, whereas the industrial organisation* [1] *[which] perspective focuses on purposeful differentiation* [2] (FLAGESTAD et HOPE, 2001). L'ancrage des produits et des ressources qu'ils mobilisent dans le temps et l'espace constitue donc un enjeu stratégique du développement économique.

À la lumière de ce qui vient d'être dit, l'élargissement de la notion de patrimoine depuis la Révolution jusqu'à nos jours et le sens nouveau accordé à son utilité prennent une nouvelle signification. Si à l'origine, il apparaît comme un symbole de l'unité nationale dont l'entretien représente une charge, il concerne aujourd'hui une diversité d'objets mobilisés par différents outils de l'Aménagement et du développement du territoire [3]. Ainsi, en quelques décennies, le patrimoine a acquis une fonction de développement, un statut de ressource.

Cependant, au-delà de son intérêt économique, la mobilisation du patrimoine comme ressource des territoires interagit avec une dimension socioculturelle qui ne peut être ignorée. Ainsi, le patrimoine ne peut être considéré comme une ressource banale. En effet, comme le souligne J.-P. GUERIN (2001), « le patrimoine, parce qu'il se réfère aux héritages, crée la personnalité du territoire ».

En ce sens, notre intérêt se porte sur un type particulier de ressources : celles qui participent de la « production de territoire » et conditionnent l'organisation même de leur valorisation, les ressources territoriales. Leur activation n'est donc pas neutre vis-à-vis de la dynamique des acteurs. Finalement elle interroge la rencontre de deux dynamiques, celle de la construction territoriale et celle du marché, et de leur temporalité propre. Pour aborder cette question, il nous semble dans un premier temps primordial de compléter la grille de lecture avancée par G. COLLETIS et B. PECQUEUR en 1993 afin d'y intégrer la nature particulière des ressources territoriales. Un rapprochement entre ressource territoriale et patrimoine nous sera pour cela utile. Nous pourrons alors, dans un second temps, proposer des pistes de réflexion relatives à leur valorisation et à ses effets.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

- 1 -
La dimension culturelle des ressources territoriales : une dimension patrimoniale

Dans une première définition des ressources spécifiques, propre à l'approche territoriale, l'objectif consiste à nommer ce qui fait la force des territoires. Dans ce sens, les ressources spécifiques définies constituent un ensemble d'éléments partagés fondateurs de la capacité des acteurs à mettre en œuvre une réponse coordonnée aux problèmes qu'ils rencontrent. Cette forme de ressource, construite et ancrée localement, se distingue des ressources génériques dont la dynamique répond plutôt aux critères d'une vision classique de l'économie. Données pour le territoire, elles appartiennent à la sphère de l'innovation exogène. Cependant, le territoire, en tant que système non-clos, n'est pas isolé de ce contexte qui constitue même une source d'innovation majeure. Sa propre évolution implique autant de réponses adaptatives locales, phénomène qui peut être qualifié de « dépendance créatrice » (PERRET, 1992). Nous reviendrons tout d'abord sur la nature des ressources qui soutiennent cette dynamique afin d'apporter des compléments relatifs aux différentes étapes de leur mobilisation. Au vu de leurs caractéristiques, nous proposerons ensuite au lecteur de faire une analogie entre les notions de patrimoine et celle de ressource territoriale. Enfin, à l'issue de ces réflexions, nous verrons ce que nous apprennent les dynamiques de l'un par rapport à l'autre.

1.1. De la ressource territoriale à l'actif territorial : les deux faces de la ressource spécifique

La nature de la relation du système territorial avec son contexte de dépendance, ainsi que sa capacité à maintenir et à reproduire sa spécificité reposent avant tout sur les ressources propres au territoire. En effet, pour G. COLLETIS et B. PECQUEUR (1993 et 2004), cette caractéristique doit être rattachée aux ressources spécifiques qui « n'existent que par leur participation à des processus de production particulière dont elles sont la manière d'être ». Selon les auteurs, « le principal facteur de différenciation des espaces ne peut résulter ni du prix relatif des facteurs ni des coûts de transport, mais de l'offre potentielle d'actifs ou de ressources spécifiques » (COLLETIS et PECQUEUR, 1993). La principale différence entre générique et spécifique se trouve dans la rigidité de la localisation de la ressource. En effet, une ressource générique, telle qu'une matière première se révèle entièrement transférable selon une valeur d'échange fixée par le marché (par exemple la main-d'œuvre dans l'industrie métallurgique), laquelle est déterminée par une offre et une demande à caractère quantitatif. En revanche, « les ressources spécifiques n'existent qu'à l'état virtuel et ne peuvent être transférées » (COLLETIS et PECQUEUR, 1993) et les actifs qui en résultent présentent un coût d'irréversibilité que les auteurs désignent également comme « coût de réaffectation » (cas de la main-d'œuvre qualifiée dans l'industrie). Ces ressources naissent de processus interactifs et sont alors engendrées par leur configuration. Dans l'optique d'une concurrence entre territoires, « une différenciation durable, c'est-à-dire non susceptible d'être remise en cause par la mobilité des facteurs, ne peut naître véritablement que des seules ressources spécifiques » (COLLETIS et PECQUEUR, 2004). L'enjeu des stratégies de développement des territoires est

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

donc essentiellement de saisir ces conditions et de rechercher ce qui constituerait le potentiel identifiable d'un territoire que l'on pourra désigner aussi par la notion de patrimoine (HIRCZAK, MOALLA, MOLLARD *et al.*, 2005). Cependant, les mécanismes de l'activation de ce potentiel restent flous car ils constituent une source centrale de complexité alliant enjeux économiques et socioculturels. Aussi, nous voulons faire avec le GREMI [4] « l'hypothèse que les ressources patrimoniales naturelles, historiques et socioculturelles peuvent, aussi bien que le progrès technique, générer de nouvelles formes de développement local » (MAILLAT et MATTEACCIOLI, 2004).

Si tel que nous l'avons présenté le territoire est une dynamique, un flux, un construit qui se fonde sur l'accumulation sur le temps long, alors, dans une optique de valorisation, nous pouvons assimiler les ressources spécifiques à un capital [5]. Cet article s'intéresse avant tout à ce type de ressources particulier plutôt qu'à celles dites génériques : ces dernières n'apparaissent qu'à travers le contexte de dépendance, porteur de ressources étrangères au territoire, et par leur participation à la création de ressources spécifiques. À l'aune des trajectoires de développement, nous pensons effectivement comme L. KEBIR et O. CREVOISIER (2004) que « selon l'héritage laissé par le fonctionnement de l'économie (le territoire empreinte), le développement pourra emprunter telle ou telle direction, mais il sera conditionné par l'existence d'un certain nombre d'objets ». La question qui se pose alors est celle de l'activation d'un tel stock, et dans un premier temps de la possibilité de faire émerger tel objet plutôt que tel autre.

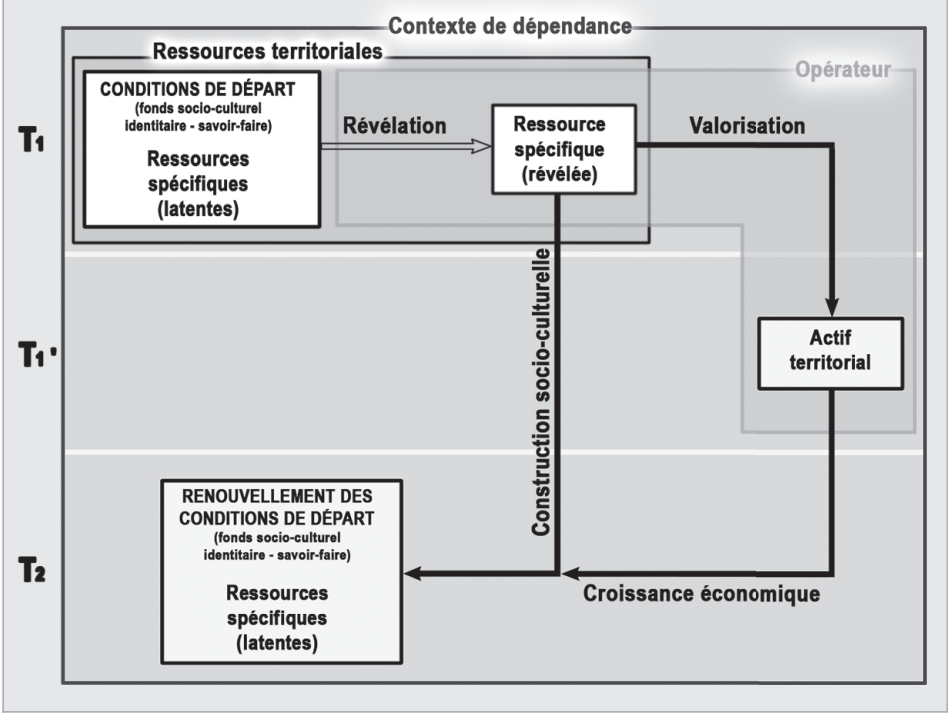
La « révélation » des ressources spécifiques constitue par conséquent une première étape en même temps qu'un enjeu majeur. Quelle que soit sa nature, une ressource est un artefact, le résultat d'opérations constructives, il n'existe donc pas de ressource en soi. C'est le cas par exemple du monde biologique qui n'est pas une ressource spontanément mais qui est susceptible de le devenir lorsqu'il s'insère dans une construction par la société (procédé de production, par exemple). Ainsi, « les ressources sont donc toujours inventées, parfois bien après avoir été découvertes (...) comme la haute montagne comme "gisement" touristique » (LEVY et LUSSAULT, 2003). C'est pourquoi, bien que les ressources spécifiques fassent partie intégrante du territoire, qu'elles prennent part au quotidien de ses acteurs et qu'elles soient directement impliquées dans l'activité économique, leur existence demeure virtuelle. La ressource est donc toujours relative (BRUNET, FERRAS, THERY, 1992) et n'a pas de valeur en elle-même, sa valeur d'usage dépendant de sa socialisation, de son appropriation par les acteurs et de leurs interactions au sein du territoire. Le processus d'émergence est donc particulièrement tributaire de la capacité à innover et à « découvrir » ces ressources et « ce qui fait ou fera ressource dépendra non seulement de la dotation initiale et future mais aussi des intentions et perceptions des acteurs » (KEBIR et CREVOISIER, 2004). Le défi pour les territoires se situe alors essentiellement dans la transformation du statut de la ressource inhérente à ce processus d'émergence : non seulement il fait appel à la connaissance [6] (MAILLAT et MATTEACCIOLI, 2004) mais en plus il repose sur la capacité des acteurs à jeter un regard distancié sur leur histoire, leur culture et leur propre identité territoriale. Dans ce sens, nous rejoignons V. PEYRACHE-GADEAU et B. PECQUEUR en affirmant que

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

cette re-qualification (pour reprendre leur propre expression) des ressources spécifiques fait appel à des « processus variés par lesquels une société locale, un “milieu” s’organise pour reconsidérer la valeur collective attribuée à la ressource » (PEYRACHE-GADEAU et PECQUEUR, 2004). Nous pouvons donner ici l’exemple d’un produit de terroir : si à l’origine il existe en tant que produit agricole, il est porteur des savoir-faire locaux (techniques de production ou de transformation, gestion de l’espace, etc.) incorporant une valeur ajoutée d’origine proprement territoriale. Sans vouloir approfondir ici les processus eux-mêmes, il faut souligner le changement profond de nature qu’opère le passage d’une ressource d’un état spécifique et virtuel à un état révélé et directement mobilisable à des fins marchandes.

Cependant, même si une ressource « est toujours un moyen de créer de la richesse » (BRUNET, FERRAS, THERY, 1992), il serait erroné de supposer que ces fins marchandes sont seules et uniques [7]. Nous distinguons, en effet, un « circuit court » et un « circuit long » qui participent tous deux au développement local, bien que le premier n’entre pas dans une logique marchande.

Figure 1 – Au cœur de la dynamique du territoire : la ressource territoriale



Ainsi, nous différencions deux processus distincts d’efficience de la ressource territoriale : un « circuit long » incluant une phase de valorisation marchande et un « circuit court » dans lequel, la ressource, bien que non valorisée participe tout de même à redéfinir les conditions de départ et les ressources spécifiques mobilisées par des processus de production. En ce sens, nous rejoignons C. BARRERE (2005)

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

lorsqu'il avance la nécessité d'élargir l'acception économique classique du patrimoine, construite sur la notion de capital, pour dépasser la simple vision marchande. Par contre, il ne nous semble pas nécessaire d'« inventer une conceptualisation propre du patrimoine ». La proposition que nous faisons au travers de la notion de ressource territoriale permet, selon nous, d'appréhender la dimension collective, car socialement construite du patrimoine, et *a fortiori* ses formes marchandes et non marchandes (voire des formes hybrides). Cette approche permet, en outre, de différencier ce qui fait ressource de ce qui est actif et d'aborder le processus même de la construction, de la révélation et de la valorisation de l'objet devenu patrimoine.

La ressource territoriale, par son attachement à la société locale, n'est pas un facteur neutre de production, un intrant comme un autre. Fruits de l'histoire, émanations de la collectivité et expressions du système territorial, « les objets naturels et culturels ne [se situent] pas nécessairement d'emblée [dans un univers marchand], car ils sont porteurs de valeurs éthiques, sociales, esthétiques, etc. » (Maillat et Matteoccioli, 2004). Il existe donc un « circuit court » de la ressource territoriale (cf. figure 1, ci-dessus) où la mise en exergue d'éléments particuliers du stock de ressources spécifiques, aux dépens de certains autres, est susceptible de modifier le contexte territorial de production. Elle devient un objet de référence qui participe activement à la construction culturelle et identitaire du territoire, un objet aux propriétés proches de celle du patrimoine.

1.2. La proximité des concepts de patrimoine et de ressource territoriale

La réflexion que nous souhaitons mener ici sur les liens existants entre patrimoine et ressource territoriale nous incite tout d'abord à approcher les liens entre patrimoine et territoire. G. Di Méo l'aborde en questionnant la parenté conceptuelle entre ces deux notions. Selon lui, territoire et patrimoine « offrent d'étonnantes correspondances » (Di Méo, 1994), et s'interrogeant sur celles-ci, il soumet au lecteur les propositions suivantes : « l'un et l'autre ne participent-ils pas, simultanément, d'une double nature matérielle et idéelle ? Ne remplissent-ils pas, conjointement, une fonction mnémonique ? N'inscrivent-ils pas le tissu social dans la continuité historique, tout en constituant de solides phénomènes culturels ? ». Ainsi, en attribuant au territoire une valeur signifiante pour l'individu et pour la société, « on ne peut se dispenser de lui conférer une valeur patrimoniale » (Di Méo, 1994). Cependant, nous voulons souligner ici que l'identification au lieu, si elle existe repose elle-même sur des objets particuliers, eux-mêmes porteurs de représentations significatives du territoire support et condition d'existence. Patrimoine et territoire ont donc en commun de donner du sens et de la valeur à des objets. Ils participent à l'émergence d'un espace commun, dans lequel le groupe se reconnaît, dont il se revendique, et autour duquel il se construit. « Les éléments patrimoniaux matériels ou immatériels, retrouvés, mis en valeur ou même totalement recréés, contribuent très largement à marquer l'espace social, à lui donner du sens, à générer ou conforter des pratiques collectives et donc à fabriquer des territoires qui, à leur tour, façonnent ceux qui y vivent et renforcent les pouvoirs existants sur des bases

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

culturelles à la fois sélectives et symboliques » (PERON, 2001). Cette dynamique se déroulant sur le long terme, patrimoine et territoire font tous deux référence au temps et donc à la mémoire ; ce rapport commun au temps se retrouvant également dans les liens qu'ils tissent à l'espace. Si la matérialité du territoire l'inscrit de fait dans cette dimension, le patrimoine possède aussi, quasi systématiquement, une assise spatiale et une référence géographique.

De la même façon qu'une ressource ou que le territoire, « le patrimoine n'existe pas *a priori* » (LENIAUD cité par DI MÉO, 1994). Tous trois sont l'objet d'une construction sociale, édifiée par l'usage qui les charge de sens [8]. Pour G. DI MÉO, « l'espace devient territoire et l'objet patrimoine, lorsqu'ils sont pris dans un rapport social de communication » (RAFFESTIN, 1980). L'élection d'un objet au statut de patrimoine est donc davantage liée au processus qui se met en place qu'au statut intrinsèque de l'objet. Aussi, tout objet peut potentiellement acquérir le statut de patrimoine, même si tous ne le deviennent pas. F. PERON, indique, en parlant du patrimoine maritime, que celui-ci, « comme les autres patrimoines, est un fait du présent qui opère un tri sur le passé » (PERON, 2001). Le territoire et le patrimoine, considérés ici comme des dynamiques en perpétuelles recompositions, inscrivent donc tous deux des objets dans des processus signifiants et très similaires. Suivant notre souhait d'interroger le patrimoine à travers la notion de ressource territoriale, cette idée nous semble pouvoir être rapprochée de celle de L. KEBIR précisant que la ressource, comprise comme un méta-système, s'inscrit dans « un processus relationnel entre un objet et un système de production » (KEBIR, 2004).

Le patrimoine peut donc être abordé avec la notion de ressource, au sens où il fait lien entre un objet et un système (ici la dynamique patrimoniale) au travers du processus de patrimonialisation. Cette dynamique étant fondamentalement liée à la dynamique territoriale, les ressources territoriales constituent une forme de patrimoine, dont la vocation ne sera pas uniquement marchande (« circuit court » ou « circuit long ») ; différentes dimensions étant sous-jacentes au processus de construction du territoire.

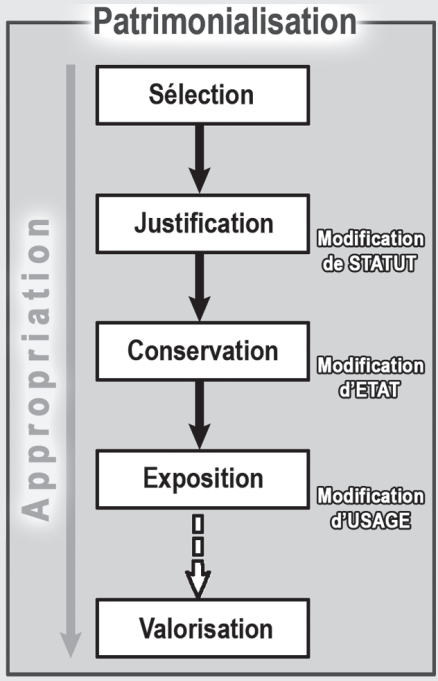
1.3. La patrimonialisation : un processus d'identification des ressources territoriales

À travers ces similitudes, nous pouvons donc nous intéresser au parallèle possible entre l'émergence de chacun des objets. Si cette question n'était pas jusqu'alors au cœur des préoccupations de l'économiste, il convient de reconnaître que tel n'est pas le cas des chercheurs qui ont interrogé le patrimoine. Ce qui est appelé la patrimonialisation s'opère alors en plusieurs étapes [9] qui ne se déroulent pas selon un processus linéaire mais itératif, le déroulement de chaque étape conditionnant celui de la suivante.

- Tout d'abord un processus de construction s'exécute dès l'instant où les objets sont sélectionnés à la lumière des potentialités qu'ils recèlent. Comme le souligne Pierre-Antoine Landel, cette mise en évidence peut être un moment de découverte, appelé « invention », comme lors de fouilles archéologiques (LANDEL, 2004).

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

Figure 2 – Les étapes de la patrimonialisation



- La justification permet par la suite de repositionner l'objet dans son contexte. Par conséquent, lors du passage à l'étape supérieure, l'objet se construit, évolue sous l'effet des échanges et de la confrontation des représentations, ce qui modifie ainsi son statut (FAURE, 2000).

- Cette réflexion conduit à la conservation du bien qui permet de maintenir la valeur et le sens qui lui sont consacrés. Elle recouvre à la fois des opérations de préservation, de restauration et de réhabilitation. Elle est donc assimilée à « l'ensemble des actions ou processus qui visent à sauvegarder les éléments caractéristiques d'une ressource culturelle afin d'en préserver la valeur patrimoniale et d'en préserver la vie physique » [10]. Ce peut être la restauration d'un four à pain ou d'une église par exemple, l'idée de transmission étant largement sous-jacente ici. Une opération telle que la réhabilitation permet alors de s'interroger sur le changement d'état qu'elle entraîne.

- Puis la mise en exposition donne les moyens de présenter le bien au public et lui offre ainsi une reconnaissance sociale (LAPLANTE, 1992). C'est à ce moment-là qu'une connexion est faite avec le tourisme. Un spectacle, un sentier d'interprétation ou encore la mise en lumière d'un château peuvent être des outils au service de cette exposition. Le changement d'usage qui en découle apporte une valeur supplémentaire à l'objet qui sera supérieure à sa valeur initiale.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

L'appropriation est donc un enjeu fondamental du processus, quelle qu'en soit l'étape puisque la patrimonialisation suppose que l'on distingue ce qui fait sens pour les acteurs. Ceci est d'autant plus important que, *a priori*, la patrimonialisation est faite au profit des « héritiers » (population locale, par exemple) et non des personnes extérieures (comme les touristes). Plusieurs questions émergent spontanément. Qui sélectionne ? Dans quels intérêts ? Selon quel processus ? De ces différents éléments découle la capacité du patrimoine à faire sens pour la collectivité. L'appropriation, en filigrane du processus de patrimonialisation, prend alors toute sa signification : de fait, les étapes de la patrimonialisation peuvent être sources d'accords collectifs tout comme de conflits. Ces derniers seront d'autant plus importants que le mode de patrimonialisation aura été fondé sur la désignation et que celle-ci aura été perçue, du moins par certains, comme illégitime. Lors d'une reconnaissance en AOC, par exemple, la constitution du cahier des charges permet aux acteurs de s'interroger sur ce qui les unit et de prendre conscience des éléments identitaires et traditionnels. Cependant, un produit agricole traditionnel n'est pas forcément patrimonial, tout dépend du regard local porté sur lui (Berard, Marchenay, 2004). Les gaudes en Bresse [11] ou la carpe de la Dombes attestent de cette non patrimonialisation par leur manque de reconnaissance et l'image négative qu'elles véhiculent très souvent auprès de la population locale [12].

La valorisation marchande sera dans ce cas-là indépendante du mouvement patrimonial. Cette dernière étape n'est pas automatique, la mise en exposition pouvant se suffire à elle-même. Elle peut toutefois représenter une sorte de « consécration économique » pour les efforts fournis tout au long du processus. L'obtention d'une AOC en est une illustration : selon les stratégies mises en œuvre, la diffusion peut non seulement s'effectuer au niveau du produit (au sein de sa filière) mais également au niveau du territoire dans sa globalité. De plus, comme nous le verrons, les réactions identitaires peuvent être négatives et à la racine de conflits déstructurants pour le territoire et sa dynamique.

- 2 -
La valorisation des ressources révélées : un double enjeu pour les territoires

En suggérant une nouvelle vision de l'activation, nous proposons de différencier deux étapes : révélation et valorisation. Cette distinction introduit de fait une nouvelle question, celle du lien entre ces deux étapes de la dynamique des ressources. Si nous avons déjà réfléchi à la succession des étapes et l'avons définie comme optionnelle, nous pouvons retourner la question et nous interroger sur les incitations à la révélation portées par un contexte favorable de valorisation. Ainsi, nous réfléchirons tout d'abord à cette articulation, avant d'étudier plus précisément les conséquences de la mise en marché d'objets patrimoniaux.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

2.1. Des opérateurs de la ressource : vers un cercle vertueux du développement territorial ?

Dans la continuité des réflexions relatives à la dépendance créatrice, nous voulons interroger les facteurs susceptibles de favoriser l'innovation en matière de ressources territoriales révélées. Nous pouvons évoquer le rôle joué par l'opérateur des ressources territoriales (cf. figure 1) dans les processus à la fois de révélation et de valorisation. En effet, entre la « dimension globale » du contexte de dépendance et la « dimension locale » d'appropriation et de construction par les acteurs, l'opérateur est indispensable à la fois dans l'activation mais également pour faire émerger les liens existants entre les ressources et le territoire. De plus, nous pensons que par son rôle particulier d'interface entre le territoire et le marché, l'opérateur est susceptible de favoriser des mécanismes de réciprocité entre les processus de valorisation et de révélation.

Le tourisme est généralement à même de jouer ce rôle puisqu'il participe à la révélation des ressources grâce au regard extérieur qui est jeté sur le territoire (considéré comme une destination) et débouche sur leur valorisation directe par des produits et des services porteurs de représentations de la destination. Cette problématique est d'ailleurs au centre des revendications de l'Organisation Mondiale du Tourisme militant pour la reconnaissance d'une nécessaire prise en compte de la durabilité du tourisme (OMT, 1999) : le regard positif porté sur la destination par le touriste constitue l'engrenage déclencheur du développement. Le tourisme propose une « réhabilitation » des pratiques traditionnelles et par ailleurs non-compétitives. C'est ce que Jean VIARD qualifie d'« économie de la réutilisation » de ce qu'il appelle le « déjà-là » (VIARD, 2000). Pour illustrer cela, nous pouvons évoquer le cas du panier de biens des Baronnies où les différents produits sont vendus sur place grâce, notamment, à une forte fréquentation touristique (BERARD, HIRCZAK, MARCHENAY *et al.*, 2005). Tout d'abord, l'image inhérente à toute destination de tourisme propose une vision « globale » du territoire et donne du sens à la consommation simultanée des différentes productions qui en sont issues. De plus, concrètement, les services touristiques permettent aux consommateurs d'accéder aux différents produits du panier et jouent donc un rôle d'opérateur, et par-là de liant entre les ressources (biens, accès à l'environnement, etc.). Plus généralement, nous pouvons supposer que dans un contexte marchand favorable, l'assurance de tirer un revenu nouveau ou supplémentaire de la valorisation de ressources territoriales, favorisera leur recherche et donc directement leur capacité d'identification de ressources spécifiques en tant que ressources territoriales (cas des politiques de développement se fondant sur le projet de territoire) [13].

Par comparaison avec la typologie de dynamique des ressources établie par L. KEBIR et O. CREVOISIER (2004), nous pouvons établir une analogie avec une « dynamique de croissance renouvelable »[14]. En effet, avec l'opérateur, notre regard se porte sur les perspectives de renouvellement du stock de ressources spécifiques offertes par la possibilité de les mettre en valeur. Cependant, nous souhaitons apporter une nuance à ce propos dans la mesure où la sélection qui s'opère dans l'identification de ressources territoriales peut conduire à un appauvrissement ou à un blocage des ressources spécifiques (trajectoire appauvrissante). Le processus de

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

« marchandisation » des ressources territoriales peut également être rapproché d'une dynamique de type « mise en valeur » par la création de nouvelles activités productives (ou par un changement de nature d'une activité de production existante). Cependant, une nouvelle fois la nature identitaire et culturelle de la ressource territoriale doit nous amener à observer ces phénomènes avec prudence. L'arbitrage marchand, comme nous l'approfondirons ultérieurement, peut se révéler déstabilisant et remettre en cause la capacité de renouvellement des ressources spécifiques. Par ailleurs, un arbitrage favorable des consommateurs envers un produit particulier peut inciter à la multiplication des offres de ce type et engendre alors un risque de banalisation. Ainsi, le nombre croissant d'AOC, par exemple dans le secteur des huiles d'olive déjà évoqué, induit davantage de difficultés à se démarquer de la concurrence. Enfin, comme le montrent les études relatives aux conflits d'usage, la valorisation à des fins privatives d'un bien collectif ne va pas de soi.

Ainsi, nous pouvons prolonger l'illustration touristique de notre propos par rapport au développement actuel du tourisme durable (François, 2004). Si certains territoires ruraux se révèlent attractifs, c'est sans doute parce qu'ils apparaissent en contrepoint des milieux urbains. Face à l'urbanisation et à l'artificialisation de l'espace et des modes de vie, ils proposent un environnement relativement préservé et un mode de vie qui semble moins stressant. Selon M.-C. Kovacshazy, la demande envers les zones rurales est constituée d'un ensemble de fonctions « sanitaires, de régénérescence physique et morale, [...] sociales, [...], historiques, [...], identitaires pour bon nombre d'entre nous, symboliques et pérennes » (Kovacshazy, 2001). En fin de compte, c'est une certaine population qui projette une image sur un espace et « qui cherche auprès d'un monde mythifié les valeurs que la ville et la vie quotidienne ne semblent leur apporter » (Perret, 2002). Ainsi apparaît le risque de « plaquer » sur des territoires existants une spécificité imaginaire et en décalage avec les réalités locales. Les conséquences d'une telle position nous semblent devoir être envisagées sous deux angles. D'une part, en donnant un contenu objectivé à l'offre de tourisme, se pose la question des aménités standards produites par les territoires : que penser alors de la multiplication des labellisations fondées sur l'origine géographique telles les AOC fromagères ou les Parcs Naturels Régionaux ? Si le critère de spécificité ne constitue pas un critère de distinction des territoires alors leur attractivité risque de reposer sur le nombre d'aménités vendues plutôt que sur leur qualité. Cette réflexion pose donc le problème du rapprochement d'un modèle de qualité spécifique avec celui de la productivité générique. Dans quelle mesure la généralisation de la différenciation par la spécificité devient-elle une caractéristique standard du développement touristique ? Faute d'éléments de réponse précis à cette question, nous pouvons tout de même nous interroger sur l'impact de la mise en marché et en concurrence des ressources territoriales, et donc de l'essence des territoires.

2.2. La dynamique patrimoniale confrontée au monde marchand

À travers la recherche « à tout prix » des aménités d'un territoire, des conflits risquent d'émerger qui s'appuient sur des oppositions locales fortes relatives à

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

l'identité locale, à la manière dont elle est mise en scène pour être mise en vente, et à la folklorisation qui en découle. À ce titre, nous pouvons citer l'exemple des tensions au sein du territoire du Vercors dit des « Quatre Montagnes » où un agriculteur de Villard-de-Lans a donné un nouvel élan au Bleu du Vercors – Sassenage en obtenant une AOC à laquelle la commune n'apporte aucun soutien particulier mais qui se trouve aujourd'hui intégrée à une offre classique au sein de la station de sports d'hiver de type « tartiflette – raclette » avec la « vercouline », raclette à base de Bleu du Vercors – Sassenage. Or cette forme de mise en marché est en décalage avec la valorisation des savoir-faire, de l'histoire et de la culture locale recherchée par l'agriculteur. Elle contribue finalement à creuser le fossé entre deux formes de tourisme, les uns exploitant des ressources sans tenir compte de leur construction et les autres ayant le sentiment que leur initiative a été détournée. Ce constat des conflits locaux nous invite à approfondir de manière plus générale l'impact de la valorisation marchande des ressources territoriales, la valeur fixée par le marché pouvant être différente de celle escomptée par les acteurs locaux. Il faut, en effet, rappeler que dans le cas du patrimoine par exemple (ou des services associés), le marché n'en donnera qu'une valeur contingente [15] alors que par définition, celui-ci tend à inscrire par nature sa valeur dans la pérennité [16]. Aussi positive que soit sa reconnaissance marchande à court terme, nous pouvons, à long terme, supposer sa dévaluation. Se pose alors la question des effets d'une telle dynamique sur le processus patrimonial.

En ce sens, nous suivons V. PEYRACHE-GADEAU lorsqu'elle définit la notion de ressource patrimoniale comme une ressource « qu'il est possible de capitaliser, de conserver, ou d'exploiter à des fins d'intérêts privés ou collectifs. Sorte de notion hybride entre biens publics et biens privés, impliquant l'idée de prise en charge intergénérationnelle et de responsabilité et susceptible de permettre le compromis entre la problématique économique de l'exploitation et la perspective écologique de la conservation » (PEYRACHE-GADEAU, 2004). En abordant la question du patrimoine sous l'angle de la ressource territoriale, nous sommes donc en mesure de mettre en balance ces deux facettes de l'objet, en tant qu'outil du développement territorial : à la fois, un facteur potentiel de la croissance économique, confronté à la conjoncture marchande, et un élément fondateur de la dynamique socioculturelle locale qui s'inscrit dans l'histoire de la collectivité.

De plus, la notion de ressource territoriale évoque, par nature, celle d'externalité. Pensé comme patrimoine, un objet constitue une attraction dont l'entretien implique une catégorie d'acteurs ayant clairement cette vocation. De manière connexe à la patrimonialisation, des services associés peuvent être créés. Mais une telle vision ne nous permet pas de dépasser le pôle croissance : il s'agit avant tout d'effets d'entraînement assurant l'accueil et la mise en marché du bien patrimonial. Par contre, en appréhendant ce même objet au travers de la notion de ressource territoriale, d'autres processus peuvent être mis en avant. En effet, le territoire constitue à la fois un support de diffusion des ressources et un lien entre elles que seule une approche territoriale est à même de souligner. Si le paysage, que certains considèrent comme une forme patrimoniale, peut constituer un facteur d'attractivité pesant sur les conditions du marché local (en jouant sur le rapport offre/demande) il peut également être vu dans sa capacité à être une source de valeur ajoutée pour

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

différentes composantes de l'offre de territoire. Ainsi, son entretien, assuré par un groupe particulier (dans ce cas les agriculteurs) peut leur profiter, par le biais de produits de terroir porteurs des savoir-faire non seulement en matière de transformation mais aussi en matière de gestion de l'espace, tout en apportant une valeur ajoutée à l'ensemble de l'offre (par exemple, les gîtes). De plus, outre cette dimension d'externalité positive, le territoire donne une cohérence productive dans la mobilisation de différentes ressources : toutes sont parties d'un même système de production et participent de la construction territoriale. En ce sens, elles prennent un sens collectif et nous pouvons supposer que la spécificité des territoires peut tout aussi bien résider dans la ressource même, que dans leur combinaison originale. Bien que se révélant fort utile, l'analyse économique centrée sur l'objet patrimonial ne permet donc pas de mettre en avant l'ensemble des processus l'inscrivant dans la dynamique de développement. L'approche en termes de ressource, permet à nos yeux de combler, au moins en partie, ce manque.

Conclusion : Vers une définition de la ressource territoriale

L'ensemble des éléments que nous avons recueillis sur le concept de patrimoine et les réflexions que nous avons pu conduire à la lumière de la ressource nous permettent de faire quelques propositions par rapport à la notion de ressource territoriale. Ainsi, pour définir cette notion, quatre principes peuvent être dégagés de cet aller-retour entre patrimoine et ressource :

- la ressource territoriale se construit sur une ressource spécifique,

- le passage de l'une à l'autre est lié à un processus de révélation,

- ce processus est intentionnel,

- il s'appuie sur plusieurs étapes interdépendantes.

Aussi, nous souhaitons apporter notre contribution au débat sur la définition de la ressource territoriale : une ressource territoriale est une ressource spécifique qui peut être révélée selon un processus intentionnel, engageant une dynamique collective d'appropriation par les acteurs du territoire, de nature différente selon qu'elle emprunte ou non le circuit de la valorisation.

Par ailleurs, il nous semble intéressant de nous inspirer des différentes étapes constitutives du processus de patrimonialisation pour proposer une lecture de la révélation des ressources territoriales. Ce processus s'appuie sur quatre phases : la sélection, la justification, la conservation et la mise en exposition. Ces différentes étapes peuvent se comprendre en deux temps : le premier, le temps du discours (sélection et justification), fixe l'objet et le second, le temps de l'action (conservation et exposition, voire valorisation), est plus directement lié à l'usage qui en est fait. Ainsi, nous voulons souligner ici que si toutes ces phases sont reliées entre elles dans une même dynamique, les deux dernières sont en partie dépendantes des deux

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

premières : le choix fait par la sélection et argumenté par un discours justificatif conditionne les modalités d'acceptation du nouvel usage de la ressource et la nature de l'appropriation qui en découle. La création de sens à travers l'émergence de la ressource territoriale s'inscrit dans un processus récursif qui influe sur les conditions de son émergence future. De plus, nous tenons à rappeler que l'aspect stratégique de la révélation, notamment quant aux modalités d'appropriation de l'objet qui en résulte, peut faire émerger des effets aussi bien positifs que négatifs.

Enfin, étape optionnelle, la valorisation, si elle peut avoir des effets positifs majeurs, n'est pas non plus dénuée de tous risques. D'une part, la multiplication des produits spécifiques tend à brouiller la lecture de leurs distinctions réciproques et annihile finalement l'effet recherché. De l'autre, l'arbitrage marchand constitue une source d'incertitudes (notamment à long terme) non négligeable : par définition extérieur au territoire, il porte sur des objets chargés de signification pour les acteurs locaux, des objets à forte dimension identitaire, et participant donc activement à la construction socioculturelle qu'est le territoire. Ainsi, la marchandisation systématique des éléments constitutifs de l'essence même du territoire peut perturber sa dynamique. On peut donc s'interroger sur les conséquences de l'attrait économique actuel pour le phénomène territorial. N'existe-t-il pas un risque que celui-ci participe, lui aussi, au délitement du territoire, et à sa conséquence tant de fois annoncée et toujours reportée, la « fin des territoires » ?

Bibliographie

BARRERE C., 2005, « Les dynamiques économiques du patrimoine », *in* BARRERE C., BARTHELEMY D., NIEDDU M., VIVIEN F.D., *Réinventer le patrimoine, De la culture à l'économie, une nouvelle pensée du patrimoine ?*, L'Harmattan, Paris, pp. 109-120.

BECATTINI G., 1992, « Le district marshallien : une notion socio-économique », *in* G. BENKO et A. LIPIETZ (eds), *Les régions qui gagnent*, Vendôme, Presses Universitaires de France, pp. 37-55.

BERARD L., MARCHENAY P., 2004, *Les produits de terroir, entre cultures et règlements*, CNRS éditions, Paris, 229 p.

BRUNET R., FERRAS R., THERY H., 1992, *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Reclus-La Documentation Française, coll. Dynamiques du Territoire, Paris, 518 p.

CAMAGNI R., MAILLAT D., MATTEACCIOLI A. (eds), 2004, *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES, p. 298.

COLLETIS G., PECQUEUR B., 1993, « Intégration des espaces et quasi intégration des firmes : vers de nouvelles logiques productives ? », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 3, pp. 490-507.

COLLETIS G., PECQUEUR B., 2004, « Révélation de ressources spécifiques et coordination située », *4es journées de proximité*, Marseille, 17 et 18 juin 2004, p. 15.

COURLET C., 1994, « Les systèmes productifs localisés, de quoi parle-t-on ? » *in* C. COURLET et B. SOULAGE (eds), *Industrie, territoires et politiques publiques*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-31.

COURLET C., PECQUEUR B., 1996, « Districts industriels, systèmes productifs localisés et développement », *in* L.L. ABDELMALKI et C. COURLET (eds), *Les nouvelles logiques du développement*, Paris, L'Harmattan, pp. 91-101.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

Di Meo G., 1994, « Patrimoine et territoire, une parenté conceptuelle », *Espaces et sociétés*, n° 78, pp. 16-34.

Faure M., 2000, *Du produit agricole à l'objet culturel : les processus de patrimonialisation des productions fromagères dans les Alpes du Nord*, Thèse de doctorat en sociologie et anthropologie, Université Lumière Lyon II, Faculté de Sociologie et d'Anthropologie.

Flagestad A., Hope C. A., 2001, « Strategic success in winter sports destinations: a sustainable value creation perspective », *Tourism management*, n° 22, pp. 445-461.

Francois H., 2004, « Le tourisme durable, une organisation du tourisme en milieu rural », *Revue d'Économie Régionale et Urbaine*, n° 1, pp. 57-80.

Friedman J., 1972, « A general theory of polarized development », *in* Hansen N.M. (ed), *Growth centers in regional economic development*, The Free Press, New-York, pp. 82-107.

Gereffi G., 1999, « International trade and industrial upgrading in the apparel commodity chain », *Journal of International Economics*, vol. 48, pp. 37-70.

Greffe X., 1990, *La valeur économique du patrimoine*, éd. Anthropos, Paris, 253 p.

Guerin J.-P., 2001, « Patrimoine, patrimonialisation, enjeux géographiques », *in* Fournier J.-M., *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen, Presses universitaires, Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen, 2001, n° 14, pp. 41-48 – Actes du colloque de géographie sociale des 18 et 19 novembre 1999.

Hirczak M., Moalla M., Mollard A., Pecqueur B., Rambonilaza M., Vollet D., 2005, « Du panier de biens à un modèle plus général des biens complexes territorialisés : concepts, grille d'analyse et questions », *Symposium international* « Territoires et enjeux du développement régional », 9-11 mars, Lyon.

Humphrey J. et Schmitz H., 2000, « Governance and upgrading: linking industrial cluster and global value chain research », *IDS working paper 120*, Brighton : Institute of development studies, University of Sussex.

Kebir L., 2004, *Ressource et développement : une approche institutionnelle et territoriale*, thèse de doctorat en Sciences économiques, réalisée à l'Université de Neuchâtel, Neuchâtel, p. 190.

Kebir L., Crevoisier O., 2004, « Dynamiques des ressources et milieux innovateurs », *in* R. Camagni, D. Maillat et A. Matteaccioli (eds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES, pp. 261-290.

Kovacshazy M.-C., 2001, « Construire de nouveaux avenirs », *L'Alpe*, vol. « Vercors en question », n° hors-série, pp. 81-85.

Krugman P., 1998, « What's new about new economic geography? », *Oxford review of economic policy*, vol. 14, n° 2, pp. 7-17.

Landel P.-A., 2004, *Invention de patrimoines et construction des territoires*, Actes du colloque « Ressource territoriale », Le Pradel, Mirabel, 11 p.

Laplante M., 1992, « Le patrimoine en tant qu'attraction touristique : histoire, possibilités et limites », *in* Neyret R., *Le patrimoine, atout du développement*, Presses Universitaires de Lyon, coll. Transversales, pp. 49-61.

Levy J., Lussault M., 2003, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, éd. Belin, Paris, 1033 p.

Lucas R.E., 1988, « On the mecanics of economic development », *Journal of Monetary Economics*, n° 22, pp. 3-42.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

MAILLAT D., MATTEACCIOLI A., 2004, « Préface », *in* CAMAGNI R., MAILLAT D., MATTEACCIOLI A. (eds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES, pp. 1-15.

OHLIN B., 1933, *International and interregional trade*, Harvard.

OMT, 1999, *Code mondial d'éthique du tourisme*, Assemblée Générale – treizième session, Santiago (Chili), 27 septembre - 1er octobre 1999, résolution A/RES/406 (XIII).

PECQUEUR B., 2000, *Le développement local*, 2e éd., Dijon, Syros, p. 132.

PERON, 2001, *Patrimoine culturel et géographie sociale*, *in* FOURNIER J.-M., *Faire la géographie sociale aujourd'hui*, Caen, Presses universitaires, Les Documents de la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen, 2001, n° 14, pp. 19-30 – Actes du colloque de géographie sociale des 18 et 19 novembre 1999.

PERRET J., 1992, *Le développement touristique local – Les stations de sport d'hiver*, thèse de doctorat en Économie du développement, réalisée à l'Université Pierre Mendès-France – Grenoble 2, sous la direction de C. COURLET, Grenoble, p. 338.

PERROUX F., 1961, *L'économie du XXe siècle*, PUF, Paris.

PEYRACHE-GADEAU V., 2004, « Ressources patrimoniales – milieux innovateurs. Variation des durabilités des territoires », *Montagnes Méditerranéennes*, n° 20, pp. 7-19.

PEYRACHE-GADEAU V., PECQUEUR B., 2004, « Les ressources patrimoniales : valorisation par les milieux innovateurs », *in* R. CAMAGNI, D. MAILLAT et A. MATTEACCIOLI (eds), *Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local*, Neuchâtel, EDES, pp. 71-89.

PORTER M.E., 1985, *Competitive advantage*, The Free Press, New-York.

RAFFESTIN C., 1980, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairie Technique (Litec), p. 249.

REQUIER-DESJARDINS D., 1996, « L'économie du développement et l'économie des territoires : vers une démarche intégrée ? » *in* L. ABDELMALKI et C. COURLET (eds), *Les nouvelles logiques du développement*, Paris, L'Harmattan, pp. 41-55.

VIARD J., 2000, *Court traité sur les vacances, les voyages et l'hospitalité des lieux*, Éd. de l'Aube, Paris, pp. 170.

Notes

1 - En référence à PORTER, 1985.

2 - « La *resource based view* [où] les différences entre firmes émergent de (l'inévitable) hétérogénéité des ressources, alors que la perspective de l'organisation industrielle se concentre sur l'utilité de la différenciation. »

3 - Parmi ces outils, nous pouvons notamment distinguer ceux pour lesquels le patrimoine constitue un fondement explicite, les Zones de Protection du Patrimoine Architectural et Urbain, les Villes d'Art et d'Histoire ou les Pôles d'Économie du Patrimoine, de ceux où il existe en filigrane, les Appellations d'Origine Contrôlée ou les Parcs Naturels Régionaux.

4 - Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs.

5 - L'objet de cet article n'est pas d'étudier les composantes de ce capital (social, humain et culturel), nous voulons souligner ici l'implication des ressources spécifiques construites accumulées dans le temps dans le processus de production de territoire.

6 - À titre d'exemple, les auteurs mettent en avant diverses opérations de mise en valeur des ressources territoriales : mise en scène, rénovation d'un centre historique, de savoir-faire

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin

oubliés, ou encore les modalités d'utilisation des forêts, des pâturages, des rivières à de nouvelles fins (notamment l'activité touristique) que celles des usages passés.

7 - Par valorisation, nous entendons création de valeur ajoutée marchande, par exemple avec le paiement d'un droit d'entrée pour visiter un château restauré.

8 - Xavier Greffe propose la lecture du patrimoine au travers de 6 valeurs : esthétique, artistique, historique, cognitive, sociale et économique (Greffe, 1990).

9 - Nous nous appuyons ici sur les différentes étapes développées, d'une part, par Pierre-Antoine Landel (2004), et d'autre part, par Laplante (1992). Pierre-Antoine Landel distingue 5 étapes : invention, identification-certification, restauration, exposition-transmission et enfin valorisation, alors que chez Laplante le processus se fait en 4 temps : sélection, élévation au niveau de symbole, consécration et mise en exposition.

10 - Définition donnée sur le site des parcs nationaux du Canada : www.pc.gc.ca

11 - Recette paysanne rustique constituée de bouillie de farine de maïs torréfiée, avec du lait ou du beurre, et qui a constitué pendant de nombreuses générations une base peu onéreuse de l'alimentation des familles paysannes (article « Gaudes », version n° 10725493).

12 - C'est ainsi qu'une demande de reconnaissance en label rouge a été demandée pour la carpe de la Dombes, alors qu'une AOC aurait été légitime au regard de son ancrage territorial.

13 - Ce processus de révélation de ressources territoriales nous semble cependant conditionné par d'autres déterminants internes qui favorisent son émergence. Nous faisons ici référence aux situations de crise, d'incertitude qui appellent la recherche de solutions.

14 - Tels que nous allons les décliner ensuite, les types sont au nombre de quatre : la dynamique de croissance renouvelable, la dynamique d'érosion et/ou d'épuisement, la mise en valeur et enfin la pénurie (Kebir, Crevoisier, 2004).

15 - Nous n'approfondirons pas ici les débats sur la notion de valeur (usage, échange, etc.).

16 - Nous reconnaissons cependant que le patrimoine peut voir sa valeur fluctuer au cours du temps, mais il n'en demeure pas moins un risque de s'exposer à des temporalités différentes entre la valeur attribuée par le groupe qui l'a révélée et celle fixée par le marché.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 82.224.222.218 - 07/01/2016 10h01. © Armand Colin